

**Pays-Bas** — Les Pays-Bas ont annoncé une contribution de quelque 24 millions d'euros, dont la moitié sera affectée à des projets de destruction d'armes chimiques (à l'usine de Kambarka, notamment). D'autres contributions ont été versées au Fonds de soutien du volet « sûreté nucléaire » du PEDS; enfin, d'autres sommes seront affectées à l'élimination du plutonium et à la gestion du CNI.

**Pologne** — La Pologne s'est engagée à verser 10 000 dollars US par an à un programme bilatéral de destruction d'armes chimiques en Russie; elle contribue au financement d'un programme d'emploi d'anciens chercheurs en armement au Parc technologique polono-russe.

**République de Corée** — La République de Corée a annoncé une contribution d'environ 2,8 millions de dollars US, qui sera destinée principalement à l'embauche, par l'intermédiaire du CIST, de spécialistes en armement désaffectés.

**Royaume-Uni** — Le Royaume-Uni est actif dans les quatre domaines prioritaires du *Partenariat mondial*, ayant annoncé une contribution de 750 millions de dollars US dans le cadre du *Partenariat*. Cet engagement comprend les rubriques suivantes : 10 millions de livres sterling par an pour le démantèlement de sous-marins nucléaires; 70 millions de livres sur dix ans pour l'élimination du plutonium; jusqu'à 5 millions de dollars par an pour la protection physique des matières nucléaires; 5,5 millions de livres par an pour le programme permanent de sûreté nucléaire à travers l'ex-URSS; jusqu'à 100 millions de dollars US pour la destruction des armes chimiques; de 5 à 6 millions de livres par an pour des projets favorisant le réemploi d'anciens spécialistes en armement.

Le Royaume-Uni aide les pays de l'ex-URSS à se défaire des ADM dont ils ont hérité depuis les années 1990. Après avoir passé ses dépenses en revue en 2000, il a mis sur pied un « programme de gestion de l'héritage nucléaire » afin de mieux cibler les efforts. Dans le but de faciliter la collaboration et la coopération internationales vis-à-vis la destruction des armes chimiques à Shchuch'ye, le Royaume-Uni a signé avec le Canada, la République tchèque, l'Union européenne, la Norvège et la Nouvelle-Zélande des accords en vertu desquels il se charge de réaliser des projets financés par ces pays donateurs.

**Russie** — La Russie a annoncé une contribution de 2 milliards de dollars US aux travaux en cours dans deux grands domaines prioritaires, soit le démantèlement des sous-marins nucléaires et la destruction des armes chimiques. Grâce à l'aide étrangère, on procède à l'heure actuelle au démantèlement de plus de 65 % des sous-marins nucléaires déclassés des flottes du Nord et du Pacifique. Toutes les armes chimiques de catégorie 2 et 3 ont été détruites et les travaux se concentrent maintenant sur les armes de catégorie 1 (grâce à une aide substantielle de la communauté internationale).

**Suède** — La Suède a annoncé une contribution de 10-millions d'euros aux volets « sûreté nucléaire » et « environnement » du PEDS et un apport de 20 millions de dollars US à des projets de sécurité nucléaire et biologique. La majeure partie de ce dernier engagement est destinée à des projets de sécurité nucléaire dans l'ex-URSS et à des projets de sûreté nucléaire (surtout dans le nord-ouest de la Russie et en Lituanie). Environ 130 000 dollars US sont destinés à des projets de sûreté et biosécurité biologiques qui font appel à la coopération d'instituts russes, suédois et ukrainiens.

**Suisse** — La Suisse a annoncé une contribution de 15 millions de francs suisses pour la construction d'usines de destruction d'armes chimiques à Kambarka et Shchuch'ye.

**Union européenne** — L'Union européenne a annoncé une contribution d'un milliard d'euros pour des projets liés aux matières nucléaires et chimiques, la réinsertion des spécialistes en armement désaffectés et l'amélioration des contrôles à l'exportation et de la sécurité frontalière dans les pays de l'ex-URSS. La majeure partie des fonds sera affectée aux programmes TACIS<sup>10</sup> pour assurer la sécurité des installations nucléaires en Arménie, au Kazakhstan, en Russie et en Ukraine, ainsi qu'à la réinsertion des chercheurs désaffectés.

Pour en savoir plus, on consulte avec profit le site Web du Programme de partenariat mondial du Canada [<http://www.partenariatmondial.gc.ca>]. Sélectionner « Liens » pour consulter une liste des pages Web d'autres organismes et gouvernements renfermant des documents relatifs au *Partenariat mondial*.

<sup>10</sup> TACIS désigne le Programme d'assistance technique à la Communauté des États indépendants, un programme d'aide de l'UE destiné aux pays de l'ex-URSS, lancé en 1991.